

2022, un débat pour la France

... Suite de la page 1

Bien sûr, il ne manquera pas de bons esprits pour nous expliquer que rien ne sert de gratter les vieilles plaies. Au nom de l'union sacrée face à la crise sanitaire ou de l'urgente nécessité de tourner la page des mauvais souvenirs, on trouvera mille raisons pour ne pas évoquer les sujets épineux qui depuis des mois taraudent les Français. Il faudra bien pourtant que les vraies questions soient posées. Si elles ne l'étaient pas à l'occasion d'une élection présidentielle, quand le seraient-elles ?

Sans esprit de parti ni acharnement antigouvernemental - souvent, les racines du mal plongent dans un lointain passé -, il faudra que soit dressé, ainsi qu'il avait commencé à le faire David Lisnard dans ses colonnes, l'implacable diagnostic des ratages de notre machine étatique, obèse et impuissante, dont tout le génie bureaucratique consiste à tenter de compenser par un autoritarisme tatillon et infantilisant ce qu'elle a perdu en autorité véritable et en capacité de persuasion.

Il faudra aussi que la vérité soit faite sur l'état de santé de notre système public d'hospitalisation, victime de l'imprévoyance des responsables politiques autant que de sa propre dérive technocratique, dont les ARS sont l'emblématique et caricaturale incarnation.

Il faudra surtout que soit décrit par le menu comment cet aveugle (l'État) et ce paralytique (l'Hôpital) se sont donné la main pour enfanter ce prodige : depuis deux ans, en dépit de toutes les promesses, le nombre de lits de soins intensifs ou de réanimation diminue, le nombre de soins présents à leur pic reste aussi très supérieur à long terme, moins les moyens d'y faire face sont à la hauteur, et plus s'impose la nécessité de prendre préventivement des mesures coercitives pour « éviter un engorgement de l'hôpital » ! Que cet échec péne soit considéré comme une fatalité, qu'il n'ait justifié ici pas davantage retenu l'attention de l'opinion, est proprement sidérant.

Mais il n'y a pas que le Covid dans la vie ! Il faudra parler encore de la situation périlleuse dans laquelle cette sa-tanée pandémie a plongé notre économie de ce fameux « quoi qu'il en coûte », dont il est de bon ton de saluer les bénéfices immédiats - ils sont bien

réels - mais de passer sous silence les risques immenses qu'il fait courir à notre pays. Grâce à cette débauche d'argent public, la France, soudain socialisée, a traversé sa pire récession depuis la guerre sans que ses entreprises en pâtissent ni que le pouvoir d'achat des salariés en soit le peu que ce soit affecté. Voilà qui est bel et bon ; qui s'en plaindrait ? Mais tout cela a un prix - vertigineux - qu'il va bien falloir acquitter.

Le « quoi qu'il en coûte »
à un prix - vertigineux - qu'il va bien
falloir acquitter

« Pourquoi donc chercher la petite bête ? entonne déjà le cœur des sérénités de l'économie ; la situation n'est pas si grave ! La dette, les déficits, c'était un sujet dans le monde d'avant. Aujourd'hui, le paradigme a changé... » Quelle blague ! La vérité est que la France, derrière les (relativement) bons chiffres d'un chômage contenu par cette reprise à crédit, est aujourd'hui surendettée comme elle ne l'a jamais été, donc à la merci d'une remontée des taux d'intérêt (ils ont commencé à le faire) qui peut la précipiter à tout moment dans la faillite. La vérité est que non seulement notre pays ne peut plus se payer le luxe de semer à tous vents électoraux un argent qu'il n'a plus, mais qu'il doit très vite dégager les marges de manœuvre budgétaires pour revenir à des niveaux de déficits acceptables par les marchés.

Ce ne sera pas chose facile : accablée d'impôts et de charges, bridée par une dépense publique qu'elle attend des sommets, notre machine industrielle, victime d'un brutal décrochage de sa compétitivité, ne tourne plus qu'en sous-régime. Comme l'écrit cruellement Nicolas Bavezre : désormais, « la France dépend de la Chine pour son approvisionnement en biens essentiels, des États-Unis pour la technologie et de l'Allemagne pour la réassurance de sa dette ». Ce qui se joue pour elle en avril 2022, c'est tout simplement sa capacité à reconquérir ce souveraineté. Voilà qui devrait occuper tous les esprits, saturer tous les plateaux, monopoliser tous les débats !

Il faudra, si nous voulons être à la hauteur des défis que nous impose la nécessité de retrouver notre rang, parler de bien des choses encore. De notre système éducatif en perdition, dont la glissade est attestée par tous les classements internationaux, mais qui n'a pas renoncé à noyer ses insuffisances dans une diminution générale du niveau d'exigence : moins de mathématiques (mais aussi moins de langues anciennes) en première et en terminale ! De notre université, devenue un vaste champ d'expérimentation « intersectionnelle » pour les études de genre et de race, qui écarte employa- blement les rares professeurs qui osent s'opposer à cette dérive wokiste. De l'état de notre recherche publique et privée, dont la crise du Covid a dramatiquement éclairé les faiblesses : parmi les nations membres du Conseil de sécurité de l'ONU, seule la France n'a pas été capable de mettre au point un vaccin ! On pourrait continuer longtemps ; malheureusement, la liste des piliers qui menacent de céder n'est pas limitative...

Mais le plus décisif est sans doute la réponse collective que nous saurons - ou que nous ne saurons pas - apporter à cette inquiétude profonde qui, sur fond d'immigration incontrôlée, d'in-

sécurité galopante et d'islamisation accélérée de certains de nos quartiers, a saisi l'immense majorité de nos compatriotes. À ce sentiment impalpable et néanmoins indubitable qu'une réalité vivante est en train de disparaître, que quelque chose de ce qui nous faisait est en train de se défaire, quelque chose qu'on peut nommer art de vivre, civilité, culture, continuité historique ou civilisation, mais dont l'évidente vulnérabilité frappe au cœur les Français d'une angoisse que rien ne parvient à désarmer.

Ce débat-là, certains, comme d'habitude, feront tout pour qu'il n'ait pas lieu. Contre les « fantasmes », les « passions tristes », les « préjugés », la petite chanson a déjà commencé, qui ne craint pas de se contredire : « Ce n'est pas vrai, d'ailleurs ce n'est pas si grave,

In sécurité, islamisme, immigration :
sur ces trois terrains qui se
recoupent sans se superposer,
les Français attendent de la lucidité
mais surtout du courage

d'ailleurs il n'y a rien à faire... » Mais ce discours, répété en boucle depuis trente ans, n'est aujourd'hui plus audible. Ni par les Lyonnais, qui, lorsqu'ils approchent du quartier de la Guillotière, doivent désormais composer avec une zone de non-droit au cœur même de leur ville, ni par ces fidèles catholiques pris à partie il y a peu à Nanterre aux cris de « Ici, c'est la terre d'Allah ! Cause-vous ! », ni par tous ceux qui ont récemment découvert dans *Le Figaro* qu'à côté de l'aide médicale d'État réservée aux clandestins, un dispositif d'« asile médical » inconnu de tous, mais pas des intéressés, permettait à peu près à qui veut de se faire soigner en France aux frais du contribuable !

In sécurité, islamisme, immigration : sur ces trois terrains qui se recoupent sans se superposer, les Français sont en attente d'un diagnostic lucide mais surtout de décisions courageuses. Alors que leur lassitude et leur colère nourrissent un climat de quasi-sécession civique, rien ne serait plus détestable pour notre démocratie que de passer sous silence ces réalités dérangeantes, ou bien de les traiter par l'invective et

la polémique - ce qui est une autre façon de ne pas en parler.

Et *Le Figaro* ? Il s'efforcera, précisément, de poser les vraies questions. Dans le détail volontairement organisé par les « donateurs de leçons de la gauche morale » brocardés par Luc Ferry, par ces adeptes du « *complément mondain* » railés par Mathieu Bock-Côté, par tous ceux qui dressent des listes de « contamination idéologique » pour ne pas avoir à regarder le réel, note fil d'Ariane à nous, ce sera l'intérêt de la France, ou du moins l'idée qu'avec nous, nos lecteurs, nous nous en faisons.

Nous ne critiquerons pas les uns par principe. Nous ne critiquerons pas les autres par système. Si une proposition nous paraît bonne, nous le dirons franchement sans mégoter ni tourner autour du pot. Si une proposition nous paraît mauvaise, nous le dirons tout aussi franchement sans émousser notre plume ni amortir nos traits. Nos journalistes, nos chroniqueurs, s'efforceront de mettre sur la table tous les éléments

du débat, y compris ceux que certains voudraient bien enterrer, pour vous permettre à vous, nos lecteurs, de vous forger votre propre opinion, en toute liberté. La tâche, certes, est difficile, mais ce sera à vous de nous dire si nous avons réussi.

Il y a un an, Olivier Dassault, à cette place, qui fut si longtemps celle de son père, Serge, écrivait que « le vrai courage ne se laisse jamais abattre ». Sa disparition tragique nous laisse dans la peine, mais son émergence inaltérable continue de nous inspirer - plus que jamais nous avons foi en la France, dans ses forces vives, dans sa jeunesse, plus que jamais nous nous nourrissons par elle de hautes espérances. Au nom de nos actionnaires Marie-Hélène, Laurent et Thierry Dassault et de leurs familles, au nom de notre président, Charles Edelmanne, au nom de Marc Feuillée, notre directeur général, et de tous les journalistes et collaborateurs du Groupe Figaro, je vous souhaite à tous, chers lecteurs, chères lectrices, une année 2022 pleine de courage pour redresser la France et, pour vous-mêmes et vos familles, bonheur et succès.

